

MIGRATION FOR DEVELOPMENT



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du GRDR et de l'ARK et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



ACTIFS ICI ET LÀ-BAS

Le co-développement

DANS LA COMMUNE DE
KONSIGA



ACTIFS ICI ET LÀ-BAS



Note d'introduction

Ce carnet communal a été réalisé dans le cadre d'un projet initié par le GRDR (Groupe-ment de recherche et de Réalisation pour le Développement Rural) en partenariat avec l'ARK (Assemblée Régionale de Kayes) au Mali. Ce projet, financé par l'Initiative Conjointe de l'Union Européenne et du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) avec le parrainage de la Région Ile de France, a permis de mener une étude de capitalisation sur 50 ans de co-développement dans le Diafounou et le Diombougou, territoires historiques de migration de la Région de Kayes.

Des enquêtes ont été menées au Mali, sur les territoires ciblés et en France, auprès des associations de ressortissants, afin de recueillir des informations les plus complètes possibles et de croiser les points de vue, ici et là-bas.

Ce travail a aussi été mené en partenariat avec les services techniques déconcentrés de Kayes, tous les élus des territoires concernés ainsi qu'avec les associations de ressortissants maliens en France qui, grâce à leur mobilisation, ont grandement contribué à son succès.

Par cette initiative, nos équipes entendent renforcer le dialogue et les pratiques pluri acteurs Nord-Sud sur le lien Migration et Développement, par la construction d'un savoir commun, indépendant et dépassionné.

L'équipe du projet « Education au Co-Développement au Mali »

Présentation générale de la commune

➔ Population et territoire

Le Diafounou est un territoire historique du cercle de Yélimané. Suite aux différentes restructurations du paysage administratif du Mali (le dernier en date étant la décentralisation), le Diafounou a été divisé en 6 entités administratives bien distinctes : les communes.

Parmi les 6 communes qui composent ce territoire, se trouve la commune de Konsiga. Ce petit territoire, peuplée d'environ 3000 habitants, principalement répartie sur 2 villages, Kersingané, le chef lieu de commune, et Komodindé. Kersingané, à lui seul, regroupe près de 70% de la population, le reste étant réparti sur les 2 autres villages répertoriés officiellement ainsi que des hameaux (Argueta, Tishily..).

Le processus de décentralisation, fortement imprégné des aspirations des citoyens à se regrouper selon leurs propres critères d'affinités, a conduit à la naissance de la commune de Konsiga. Cette nouvelle collectivité a pour mandat, depuis 1996, de veiller au bon développement du territoire défini. Ainsi, elle s'est vue transférer les compétences suivantes :

- les budgets et les comptes communaux,
- la protection de l'environnement,
- les plans d'occupation des sols et les opérations d'aménagement de l'espace communal,
- la gestion domaniale et foncière et l'acquisition du patrimoine,
- la politique de création et de gestion des équipements collectifs, notamment dans les domaines suivants :
 - l'enseignement préscolaire et l'alphabétisation

Tableau 1: répartition de la population par village dans la commune (RGPH 98)

Villages	Population totale
Bédiara	50
Kersingané	2000
Komodindé	974
TOTAL	3024

- le premier cycle de l'enseignement fondamental
- les dispensaires, maternités, hygiène publique, l'assainissement et les centres de santé communautaire
- les infrastructures routières et de communication classées dans le domaine communal
- le transport public et les plans de circulation
- l'hydraulique rurale ou urbaine
- les foires et les marchés
- le sport, les arts et la culture

Avant l'apparition des communes, tous ces domaines étaient très difficilement pris en charge par les services déconcentrés de l'Etat, si bien que c'est véritablement la société civile qui s'est organisée pour assumer ces fonctions. Ainsi, à travers les associations de ressortissants des villages de la commune résidant à l'étranger (en France notamment), le développement de ce territoire a été amorcé au lendemain de l'indépendance du pays.

Aujourd'hui, bien qu'étant le nouvel acteur central en charge du développement du territoire, la commune a besoin de la dynamique associative née de la migration pour pouvoir remplir ses objectifs.

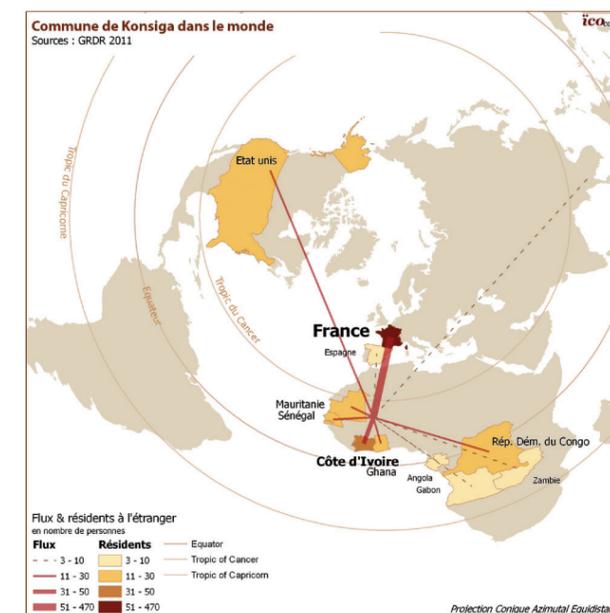
Dynamiques migratoires de la commune

➔ Origines et destinations

Les Soninkés, ethnie majoritaire de ce territoire, ont très tôt intégré les dynamiques migratoires comme des éléments socio-économiques déterminants. Cette migration a souvent été choisie pour palier aux faiblesses qui caractérisent ce territoire (économie peu diversifiée, enclavement, peu d'aménagement hydro-agricoles...).

Ainsi, les migrants optent pour des destinations différentes, en fonction des réseaux de connaissances mais aussi en fonction des potentialités en termes d'emploi et/ou d'activités commerciales dans les pays d'accueil. C'est ainsi que pour la commune de Konsiga, la France et la côte d'ivoire ont été les destinations privilégiées des habitants de la commune. Mais l'on retrouve également des ressortissants dans la sous-région, en Afrique centrale ainsi qu'aux Etats-Unis.

Figure 1: répartition des ressortissants de la commune de Marenkaffo dans le monde



Migration et développement dans la commune de Konsiga : 3 niveaux de solidarité

Les ressortissants de Konsiga ont donc été des liens importants entre les territoires d'accueil et d'origine. Ils ont constitué, et constituent aujourd'hui encore des ponts permettant de nombreux transferts : culturels, innovations techniques, compétences professionnelles, fonds...

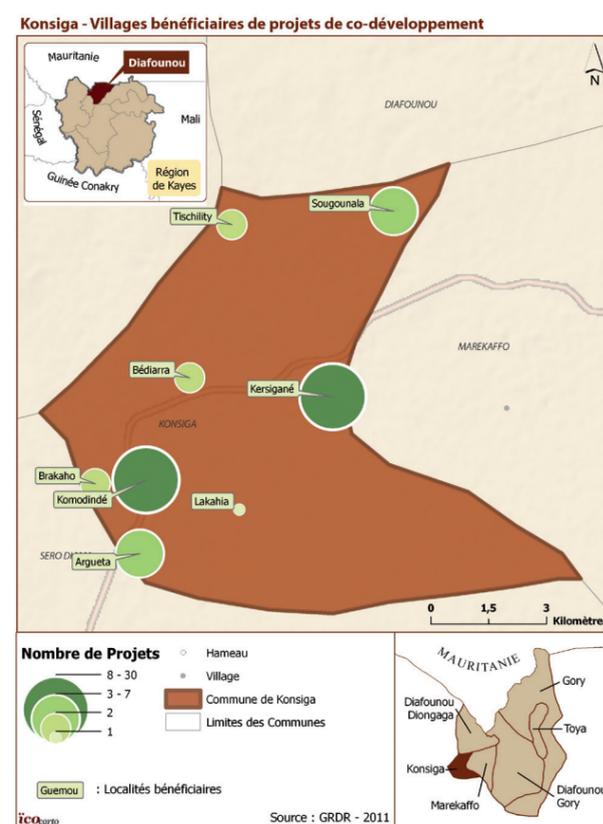
➔ La solidarité au sein de la famille : l'individu au service du collectif

En effet, la migration s'est avérée être l'une des stratégies les plus efficaces développées par les familles pour subvenir à leur besoins. Ceci se matérialise par les nombreux envois de fonds que chaque migrant opère à destination des différents membres de sa famille, et aux investissements personnels que chacun réalise (immobilier, moyens de transports...).

➔ La solidarité « territoriale » ici ou là-bas

Mais cette solidarité, exprimée au sein d'une même famille, existe aussi à l'extérieur du noyau familial, à l'échelle du village : les tontines, les champs collectifs, sont autant de systèmes de mutualisation des moyens, mis en place au Mali. Les ressortissants ont transféré ce mode de solidarité territorial au niveau du pays d'accueil. C'est ainsi qu'en France par exemple, des caisses de solidarités entre les ressortissants d'un même village étaient mises en place pour mutualiser les grosses dépenses : les cotisations pour le rapatriement des corps étaient les premières caisses de solidarité mises en place.

Figure 2: carte de répartition du nombre de projet par thématique par village



En 2010, nous avons ainsi pu dénombrer 72 projets de co-développement sur l'ensemble du territoire de la commune de Konsiga

➔ Le collectif au service du collectif : solidarité internationale et naissance du co-développement

Un troisième niveau de solidarité s'est rapidement construit entre les territoires ici et là-bas. Les collectifs constitués au niveau des territoires d'accueil allaient dorénavant étendre leurs actions de solidarité en direction des territoires d'origine. C'est ainsi qu'est né le co-développement.

➔ Les thématiques d'action dans les projets de co-développement

Toutes ces initiatives de solidarité, entre les ressortissants résidant à l'étranger et les habitants des villages, ont été portées pour répondre à des besoins de plusieurs natures. Ces projets ont été montés entre ici et là-bas, dans les territoires d'origine, en fonction de la demande des familles, des moyens disponibles pour y répondre (financiers mais aussi techniques) et du contexte local (environnement agro-écologique, environnement socio-économique...).

Les migrants en plus des envois individuels à leurs familles et des cotisations des « mutuelles de rapatriement », ont donc accru leurs efforts de solidarité, de manière collective, pour construire des projets d'intérêt général, au niveau de leurs villages d'origine.

Les projets recensés ont été classés de la manière suivante :

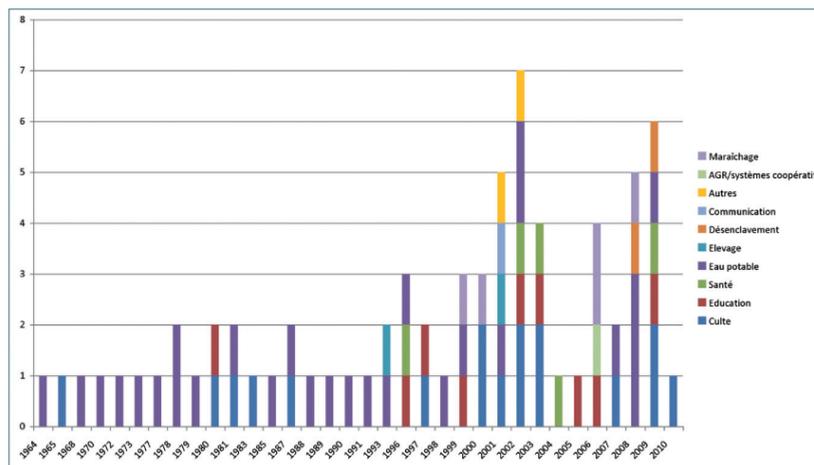
Différents types de projets conduits

- Communication** : téléphone satellitaire
- Culte** : construction de mosquées, construction de miradors, clôtures de cimetières
- Désenclavement** : achat d'un véhicule pour le village
- Eau potable** : puits, forages, systèmes d'adduction d'eau potable, châteaux d'eau
- Education** : construction d'écoles fondamentales et medersa, électrification d'une école
- Elevage** : construction d'un parc de vaccination et d'abreuvoirs
- Maraîchage** : aménagement de périmètres maraîchers
- Santé** : construction d'un CSCOM, d'une pharmacie, achat d'une ambulance, logements pour le personnel du centre de santé
- Autres** : construction du siège de la mairie, clôture de la mairie



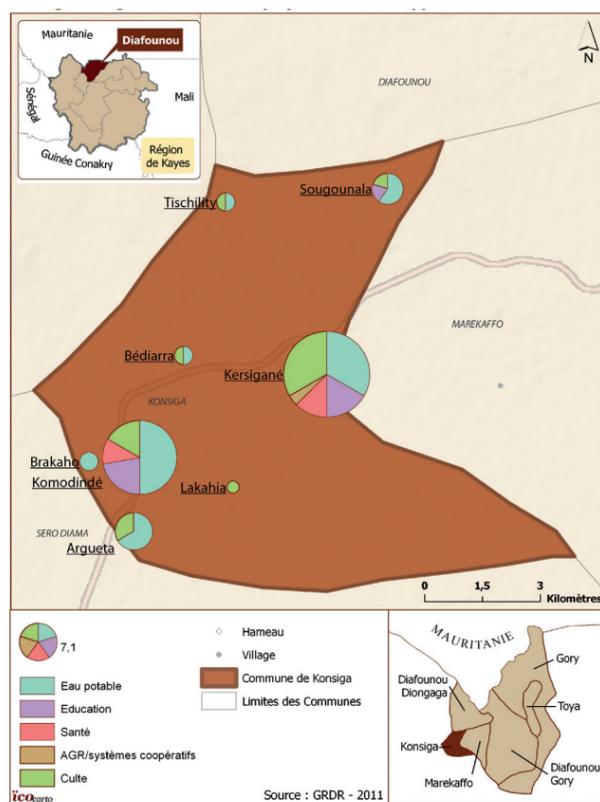
Eau potable

Figure 3: évolution du nombre de projets réalisés par thématique



Les illustrations suivantes nous montrent d'une part la répartition des projets par nombre et par thématique sur l'ensemble du territoire (figure 3) et d'autre part l'évolution du nombre de projets par thématique (figure 4).

Figure 4: carte de répartition des projets par thématique



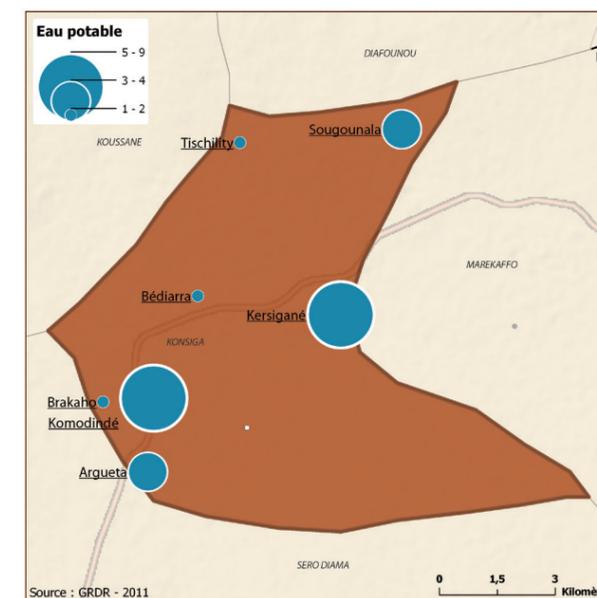
↳ L'eau potable à Konsiga

Tous les migrants ont vécu une partie de leur vie au village et connaissent par là-même parfaitement les besoins existants.

Parmi les plus urgents, que l'on retrouve dans l'ensemble du Diafounou voir même dans toute région, est la question de l'accès à l'eau potable. En effet, c'est une ressource qui n'est pas disponible à tout moment, et nécessite certains investissements puisque la grande partie de cette ressource est contenue dans les nappes phréatiques. Lorsque celle-ci n'est pas accessible, les habitants de la région sont contraints de consommer de l'eau impropre à la consommation, souvent vectrice de maladies infectieuses.

La construction de puits a donc été la première et la plus grande des priorités pour tous les migrants qui ont pu dégager un peu de leur épargne pour participer aux cotisations avec les autres ressortissants du village.

Figure 5: répartition des projets d'accès à l'eau potable



Ainsi, une trentaine de projets concernant l'accès à l'eau potable ont été portés par les migrants, soit prêt de la moitié des projets de co-développement de la commune.



• Des forages de puits aux Adduction d'Eau Potable

Les projets d'accès à l'eau potable sont des bons indicateurs sur l'évolution qu'ont connue les projets de co-développement dans cette région du Mali. En effet, les premiers projets étaient ponctuels et consistaient à creuser des puits en ciment pour remplacer les puits traditionnels présentant trop d'inconvénients : eau pas toujours de qualité, structure à refaire chaque année après l'hivernage, forte consommation de bois...

Puis petit à petit, à force d'expérience, et pendant que les compétences se développaient ici et là-bas, que les partenariats techniques et financiers se nouaient par l'intermédiaire des migrants, les projets se sont améliorés, des forages ont été creusés équipés de pompes manuelles jusqu'à mettre en place de grands systèmes d'adduction d'eau potable avec des châteaux d'eau, forages et motopompes.

Photo 1: château d'eau de Kersingané



Photo 2: puits à Arguéta



Photo 3: forage à Sougounala



➔ L'éducation et la santé, des investissements durables pour tous

Parmi les besoins sociaux exprimés par les citoyens résidant au village ou à l'étranger, l'éducation et la santé ont pris une part particulière dans les projets de co-développement. En effet, même si le nombre de projets orientés sur ces thématique reste relativement faible (6 pour la santé et 9 pour l'éducation), ils n'en demeurent pas moins des investissements de taille et qui s'inscrivent dans le temps.

Les associations de ressortissants de la commune ont participé à la construction d'écoles fondamentales pour l'enseignements en français, de medersa pour l'enseignement franco-arabe ainsi que des logements pour les enseignants dans les villages de Kersingané, Komodindé et Sougounala. Ces établissements permettent au total à des centaines d'élève de suivre un cursus scolaire reconnu par l'état malien.

Les mêmes remarques sont à faire dans le domaine de la santé. Une maternité, un Centre de Santé Communautaire ont été construits sur le territoire de la commune pour permettre aux habitants des différents villages de bénéficier d'une couverture de santé convenable.

En plus de la construction de ces établissements éducatifs et sanitaires, les associations villageoises de ressortissants ont souvent participé à leur survie : il est fréquent que les associations soient sollicitées pour participer à la rénovation des bâtiments, mais aussi et surtout à l'achat des équipements (mobilier, fournitures scolaires, fournitures médicales...) et même aux salaires des travailleurs.

Photo 5: CSCOM de Kersingané



photo 6: école fondamentale de Komodindé





➔ Les projets de culte et le maintient de liens forts avec les territoires d'origine

Les projets de co-développement ont des portées multiples, ils répondent à des besoins divers, d'ordre économique, social et culturel, dans un souci d'épanouissement de chacun.

Parmi les besoins exprimés, par les villageois et les expatriés, existait l'amélioration des conditions d'exercice du culte musulman. En effet, la zone est à prêt de 99% musulmane, et la grande majorité de la population met un point d'honneur à pouvoir avoir des édifices religieux dignes de ce nom. C'est ainsi que des grandes mosquées pour la prière du vendredi ont été construites, mais aussi des miradors (espaces de repos pour les personnes âgées aux abords des mosquées ou sur les places centrales des villages), et des cimetières aménagés (clôtures).

Au-delà de leur portée religieuse, ces projets ont aussi un rôle de ciment entre les ressortissants vivant à l'étranger et les villageois, et constituent un signe de cohésion supplémentaire.

Photo 4:mosquée de Kersingané



➔ Synthèse et perspectives

La mobilité a été la stratégie privilégiée pour lutter contre la pauvreté dans la quasi-totalité de la région de Kayes, y compris dans la commune de Konsiga.

Une fois à l'étranger, les migrants ont mis en œuvre plusieurs stratégies pour permettre à leurs familles de vivre dignement sur leurs territoires d'origine. Des stratégies individuelles par les envois de fonds réguliers, les commandes de stocks alimentaires à distance ; et des stratégies collectives, par la conduite de projets de co-développement : des engagements collectifs pour le bien-être des citoyens des territoires d'origine. Les migrants ont donc eu, au-delà des efforts de

soutien familial, un impact de taille pour le développement de leurs territoires : écoles, centres de santé, routes, aménagements hydro-agricoles, accès à l'eau potable... toutes ces réalisations ont vu le jour grâce à leur forte implication financière et technique. Ils ont aussi joué le rôle de plus en plus important d'ambassadeurs du développement, en canalisant les différentes dynamiques de solidarité, et créant ainsi de solides ponts entre les territoires.

